

INDUSTRIES EN VOIE D'EXTINCTION ?

D'Altoé Laurent

Echo du séminaire sur la désindustrialisation organisé par le Cepag, la Gresea et la FGTB wallonne, le 23 novembre 2012 à Namur

Intervenants :

- ▶ Gabriel COLLETIS : Professeur d'Économie à l'Université de Toulouse, auteur du livre « L'urgence industrielle » (Le Bord de l'Eau Editions, 2012)
- ▶ Philippe MORVANNOU de SYNDEX (Cabinet d'expertise au service des représentants des salariés).
- ▶ Erik RYDBERG, Directeur du GRESEA.

Assiste-t-on à une désindustrialisation de l'Europe en général, et de la Belgique en particulier ? Si l'on regarde l'actualité récente, on ne peut que constater le nombre absolument de fermetures d'entreprises des grands secteurs industriels traditionnels : Ford Genk, Duferco-NLMK, VW Forest, Renault Vilvorde... La liste sanglante en termes de pertes d'emplois n'en finit pas de s'allonger sous les yeux de populations partagées entre révolte et découragement. Ce séminaire n'a évidemment pas épuisé le sujet mais a permis de déterminer les causes réelles de ce déclin, causes souvent masquées par une pensée unique qui tend à faire supporter la responsabilité des difficultés actuelles de l'industrie par ses seuls travailleurs.

Une crise ? Des crises !

Gabriel Colletis fit d'emblée remarquer que cette crise industrielle était en fait un condensé des autres crises. Pour lui, il s'agit avant tout de la crise d'un capitalisme qui s'est financiarisé. Une crise antérieure à 2008.

Dès la fin des années 60, on assiste un peu partout en Europe à une rupture de la pente de productivité. Cette pente était en grande partie garante du développement puisque, parallèlement, la population active restait stable. D'autres facteurs sont aussi apparus à cette époque : augmentation de l'absentéisme et des rebus de production. Bref, on assiste à une crise du travail, ce qui aurait dû, en théorie du moins, amener une réflexion plus globale sur le sujet. Un des conséquences de cette crise, trop longtemps sous-estimée, est que les compromis sociaux qui se sont construits sur cette productivité s'effondrent (*la concertation sociale en Belgique entre autres, ndlr*).

Une seconde rupture interviendra dans les années 70-80, lorsque l'ouverture des économies nationales vers le reste du monde a provoqué de fortes asymétries économiques, notamment au niveau de la balance commerciale.

La troisième rupture, comme déjà évoqué plus haut, viendra au milieu des années 90 par la financiarisation du capitalisme. Dès cette période, la dynamique n'est plus centrée sur l'échange de biens et services mais sur une explosion des flux internationaux de capitaux. Paradoxalement, plus les flux de capitaux augmentent, moins les travailleurs deviennent mobiles dans la mesure où on leur demande de ne plus trop intervenir dans les processus économiques, vu que les capitaux ont pris leur place.

Ces 3 ruptures suffisent à démontrer qu'il s'agit bien là d'une crise industrielle complexe et systémique. Il serait par conséquent absurde d'espérer régler le problème par une mesure unique du genre : « abaisser le coût du travail ».

Gabriel Colletis pointe la responsabilité, énorme, des grands groupes industriels qui ont tout mis en œuvre pour dissocier leur avenir de l'avenir industriel des pays dans lesquels ils sont établis. L'exemple de la France peut à ce titre se révéler éclairant dans la mesure où, dans l'Hexagone, les décideurs considèrent que la politique industrielle nationale n'est que le résultat d'une somme d'entreprises et non le fruit d'un ensemble cohérent et intégré. De plus, on estime généralement en Europe que la compétitivité est uniquement une affaire de coûts et que les marges éventuellement dégagées doivent prioritairement servir aux dividendes des actionnaires.

Pour en sortir

Face à ce constat plutôt décourageant, G. Colletis propose quelques pistes innovantes pour sortir du marasme.

Tout d'abord, il s'agit de repenser le travail et les compétences d'innovation qui peuvent s'en dégager collectivement. L'innovation, dans cette optique, n'est plus considérée comme onéreuse mais comme un « plus » émanant du travail et des travailleurs.

Ensuite, cette approche permettra de construire des compromis salariaux où chacun trouve son compte : via des produits innovants, on reconnaît la compétence des travailleurs et donc, on ne conteste plus, côté patronal, le salaire et ses augmentations éventuelles. Inutile de préciser que les syndicats tiendraient une place centrale dans un tel processus de négociation.

Il est aussi plus que temps de remettre la finance à sa place ; cette étape restant subordonnée à de nouvelles régulations économiques et sociales. Cette « remise en place », pour G. Colletis, doit impliquer la mise en place de « retardateurs temporels » destinés à ralentir la marche folle actionnariale et la faire davantage coller à la réalité industrielle. Par exemple, un droit de vote différent pour les actionnaires au sein des organes de direction suivant qu'ils détiennent des actions depuis un temps plus ou moins long. Ce qui aurait comme avantage de ralentir ces flux financiers qui se soucient des réalités économiques comme un poisson d'une pomme.

Enfin, la réorientation des productions vers les marchés plus proches permettront de mieux saisir (et donc d'y répondre) les besoins fondamentaux de la société qui, contrairement à la pensée dominante ambiante, sont loin d'être satisfaits¹.

¹ Par exemple, la mauvaise nutrition (qui n'est pas liée à la quantité) ou encore la précarité énergétique,...

Cette conception novatrice doit également faire évoluer les relations de l'homme avec la nature. L'agriculture biologique, par exemple, demande plus de compétences que l'agriculture intensive, ce qui implique une nouvelle vision d'un travail davantage ancré sur un territoire où dominant la complémentarité des compétences et une intervention directe des travailleurs dans un processus collectif et démocratique.

Querelles d'experts

Philippe Morvannou, membre du Cabinet d'expertise comptable Syndex², rappelle que le monde patronal utilise très fréquemment l'avis et les études économiques « d'experts » qui servent de justificatifs pour bon nombre de fermetures d'entreprises. Syndex se veut, de par sa proximité avec le monde du travail et des syndicats, une vision alternative et crédible en la matière. Ce cabinet a réalisé récemment une étude sur les alternatives à la fermeture de la phase à chaud d'Arcelor-Mittal dans la région liégeoise. Il a notamment démontré que les entreprises à « partie prenante » (où sont représentés les travailleurs, les pouvoirs publics ou encore les collectivités locales) marchent mieux et gagnent plus tout en gardant l'emploi en Europe. L'exact contraire de la politique menée par Arcelor-Mittal. Inutile de préciser que ce genre de vision a provoqué quelques tensions entre Mittal et Syndex... Ce dernier a d'ailleurs dû batailler ferme pour obtenir divers renseignements économiques plus larges que les simples bilans annuel de l'entreprise liégeoise, de manière à ne pas se laisser enfermer dans une vision purement comptable et locale des problèmes d'une entreprise. A ce sujet, Philippe Morvannou rappelle que le fait de disposer, notamment pour l'analyse de grands groupes, de chiffres globaux au niveau européen, voire mondial constitue un atout non-négligeable pour construire des stratégies de ripostes aux fermetures aveugles. Mais encore faut-il que « l'optimisation fiscale » pratiquée au niveau des méga-groupes ne rende pas impossible toute lecture fiable des chiffres.

Autre aspect pointé par l'expert de Syndex, les politiques industrielles menées par les pouvoirs publics en Europe qui affaiblissent les différents secteurs économiques par la vente de pans entiers de ces derniers. Sans compter les incohérences graves des mesures sensées diminuer les émissions de CO2. Selon P. Morvannou, ces « quotas » servent surtout à masquer le vrai problème : le coût sans cesse croissant de l'énergie et l'absence de réelle politique d'efficience en la matière.

Enfin, sans parler de protectionnisme total, les intervenants s'accordent à dire que des pays tels que la Chine devraient voir le prix de leurs produits ajusté aux frontières, de manière à ce que l'économie faite sur la fabrication de ces denrées aux dépens des droits de l'homme se répercute sur le prix.

Quelques réflexions

Bien qu'un sujet aussi vaste ne s'épuise pas en un jour, Erik Rydberg tente d'ébaucher, en guise de conclusion, quelques pistes de réflexions et d'actions futures.

Il rappelle que cette bataille pour l'emploi est également une bataille des mots et des chiffres, car cette désindustrialisation européenne est réelle mais son ampleur est souvent « gonflée ». Une telle présentation est loin d'être innocente et peut contribuer à dégrader encore l'image d'un paysage industriel que certains financiers aimeraient voir disparaître au profit d'activités plus lucratives en termes de dividendes mais mortifères pour les emplois.

² Syndex se définit comme un cabinet d'expertise qui assiste les élus du personnel et leurs organisations dans le cadre de leurs attributions économiques. (Plus de renseignements sur <http://www.syndex.fr>).

Enfin, l'avenir industriel de nos contrées pourrait aussi passer par une réflexion sur la propriété des outils : nationalisation, contrôle ouvrier,... Le jeu reste ouvert.

